

Master 2 Droit des Affaires

Parcours : Juriste d'Entreprise

Type de contrat

Contrat d'apprentissage

Durée de la formation

12 mois
420 heures
ECTS* : 60
*Système européen de transfert et d'accumulation
de crédits

Formation délivrée par



► Objectifs

Former des juristes d'entreprise immédiatement opérationnels et sensibilisés à la dimension juridique, comptable et financière de l'entreprise et maîtrisant suffisamment l'anglais juridique des affaires pour rédiger et négocier des contrats en anglais.

► Accès au diplôme

Etre titulaire de l'un des diplômes suivants :

- Master 1 droit privé (de préférence M1 droit des affaires)
- Master 2 droit privé
- Magistères
- Diplôme d'école de commerce

Admission : sur dossier et entretien individuel (niveau et motivation). Convocation pour entretien début juillet

Dépôt de candidature : de février à fin juin. Pour candidater, rendez-vous sur le site internet du CFA-EVE : www.cfa-eve.fr

Priorité donnée aux étudiants ayant une promesse d'embauche sous réserve de la qualité des résultats du M1

► Rythme d'alternance

1 semaine en formation / 1 semaine en entreprise **Modalités pédagogiques** : Méthodes mobilisées : L'acquisition des compétences et des connaissances se fait au travers de cours magistraux, de travaux dirigés, de travaux pratiques, de travaux de groupe et de mises en situation professionnelle.

► Contacts

Responsable pédagogique : Yannick PAGNERRE - yannick.pagnerre@univ-evry.fr

Contact administratif : Martine DELENNE - martine.delenne@univ-evry.fr - Tél. : 01 69 47 80 41

Contact CFA EVE : Chargé(e) des relations entreprises : VARNEROT Florence - f.varnerot@cfa-eve.fr - Tél : 01 60 79 56 02 / Référent(e) handicap : DARRAC Elodie - e.darrac@cfa-eve.fr - Tél : 01 60 79 54 00 / [En savoir +](#)

► Lieu(x) de formation

Université d'EVRY PARIS-SACLAY -

UFR DSP

Boulevard François Mitterrand

91000 EVRY-COURCOURONNES



Programme de la formation

1er Semestre

Fiscalité et financement

- Fiscalité des entreprises
- Droit du financement

Droit de l'entreprise

- Management contractuel
- Droit de la propriété industrielle

La trésorerie de l'entreprise

- Comptabilité (pour les entrants directement en M2)
- Stratégie financière

Langue Vivante I

- Anglais juridique

2ème Semestre

Droit de l'entreprise

- Droit des sociétés et techniques sociétaires - Droit
- Technique contractuelle de la négociation collective

Outils de gestion

- Plan de financement et business plan
- Droit financier et des sûretés appliqué

L'entreprise et l'international

- Droit social approfondi, et international
- Droit du commerce international

Langue Vivante II

- Anglais juridique
- Préparation au TOEIC

L'immersion dans l'entreprise

- Contrat d'apprentissage
- Soutenance du mémoire
- Le projet professionnel

Blocs de compétences

Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

Contribuer à la transformation en contexte professionnel

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit des affaires

- Réaliser une veille juridique complète afin d'identifier les différentes sources d'information
- Interpréter les dispositions internationales, européennes, nationales en droit des affaires en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence
- Analyser la jurisprudence nationale et européenne pour en dégager la portée dans le contexte professionnel
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un dossier afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Concevoir, à destination des entreprises et de leurs dirigeants des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires afin d'éclairer leurs actions
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des affaires
- Conseiller sur les outils d'optimisation de l'implantation en France de sociétés étrangères et de l'implantation à l'étranger de sociétés françaises en vue d'accompagner le développement d'entreprises

Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité en mobilisant les dispositions et outils du droit des affaires

- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Evaluer les risques juridiques en vue de proposer des solutions de couverture des risques
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Construire des modèles de prévention/ résolution des litiges pour sécuriser l'entreprise
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures pour garantir le respect des obligations légales d'une entreprise
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts

Fournir un appui juridique à la prise de décision en mobilisant le raisonnement juridique en droit des affaires

- Concevoir des documents de compréhension et d'analyse en vue d'une aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires
- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
- Identifier les questions juridiques soulevées par une situation de fait intéressant la vie de l'entreprise et proposer une solution

Négocier et rédiger des actes juridiques en droit des affaires

- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
- Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
- Rédiger des actes juridiques nécessaires (contrats, statuts) ; Etablir les procès-verbaux d'assemblée générale ou de conseil d'administration

Gérer un contentieux en appliquant le droit des affaires

- Sélectionner le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques) pour régler le litige
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse

Créer une entreprise et accompagner son fonctionnement, son développement, sa transmission, sa restructuration

- Choisir la forme juridique la plus adaptée
- Déterminer l'organisation optimale de la gouvernance
- Arrêter les clauses statutaires
- Mener l'ensemble des formalités de création
- Promouvoir l'éthique et la conformité au sein de l'entreprise
- Proposer les solutions fiscales et sociales adaptées à l'évolution de l'entreprise
- Suivre juridiquement les besoins de financement de l'entreprise
- Proposer les regroupements et/ou filialisations nécessaires
- Accompagner juridiquement le développement international de l'entreprise
- Accompagner l'entreprise dans le cadre de la prévention et du traitement de ses difficultés
- Conseiller le dirigeant d'entreprise
- Envisager la transmission à cause de mort de l'entreprise
- Accompagner la cession entre vifs à titre gratuit ou onéreux, la restructuration de l'entreprise en difficulté

Public concerné

Contrat d'apprentissage

- Avoir moins de 30 ans à la date de début du contrat,
- et être de nationalité française, ressortissant de l'UE, ou étranger en situation régulière de séjour et de travail.

La formation est gratuite pour l'alternant.

► Qui peut accueillir un jeune en contrat d'apprentissage ?

- **Toute personne physique ou morale de droit privé, assujettie ou non à la taxe d'apprentissage :** les entreprises, les sociétés civiles, les groupements d'intérêt économique, les associations...
- **Toute personne morale de droit public dont le personnel ne relève pas du droit privé :** l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics...

Marche à suivre

1. Candidater via le site du CFA, www.cfa-eve.fr ou directement auprès des écoles / universités partenaires concernées.
2. Rechercher activement une structure d'accueil et répondre aux offres de nos partenaires.
3. L'inscription n'est définitive qu'à la signature du contrat d'apprentissage.